

« *L'Europe sans Frontières* »

Victor Bousquet, Justine Coatmellec, Jeanne Igllicki, Eddie Rabeyrin
M2 FRONT

Table des matières

Introduction.....	2
I. Approche méthodologique	4
Personnalités retenues	4
II. Analyse croisée des entretiens	5
A. La notion de frontière au sein de l'UE	5
B. « L'Europe sans Frontières »: quels changements ?	8
C. Frontières mentales	10
D. « L'Europe sans Frontières »: un mythe ?	14
E. Le futur de « Europe sans Frontières »	18
Conclusion	21

Introduction

Selon l'eurobaromètre de la Commission européenne concernant l'espace Schengen, réalisé en 2018, 68% des personnes interrogées estiment que l'espace Schengen est l'une des réalisations les plus importantes de l'Union Européenne (UE). Dans un contexte de débat sur « L'Europe sans Frontières », ce chiffre interpelle, car il peut être mis en miroir avec un autre : plus de 80% des personnes interrogées estiment aussi que l'UE devrait renforcer ses moyens de protection à ses frontières extérieures. Alors qu'en est-il de cette dichotomie frontières intérieures / frontières extérieures dans l'Union Européenne ?¹

Le concept d'une « Europe sans Frontières » sous-entend l'idée d'une Union Européenne sans frontières intérieures. Les frontières intérieures au sein de l'UE désignent des frontières qui séparent deux ou plusieurs Etats membres, ce sont donc des frontières étatiques. Il faut les différencier des frontières extérieures à l'Union européenne qui, elles, se trouvent entre un Etat membre et un Etat non-membre, comme par exemple la frontière entre la Grèce et la Turquie, ou bien la frontière entre la Finlande et la Russie. Une « Europe sans Frontières » serait alors un espace où il serait possible de traverser les frontières intérieures de l'UE, de passer d'un État membre à un autre, sans subir les conséquences d'un passage à la frontière, c'est-à-dire sans devoir faire l'objet d'un contrôle des douanes, sans devoir s'arrêter. Ici, il faut noter que bien que l'on parle d'une « Europe sans Frontières », en réalité ce concept n'inclut pas l'Europe continentale dans son entièreté, mais seulement l'UE, et plus précisément certains membres de l'UE.

En effet, le concept d'une « Europe sans Frontières » apparaît implicitement en même temps que la volonté d'une Europe unie, suite aux conflits sans précédent qu'ont été les deux guerres mondiales. L'historique de la construction européenne démontre bien l'existence d'un projet d'espace libre, qui permettrait aux peuples de se rencontrer et de partager des valeurs communes. Les Pères fondateurs de l'intégration européenne ont tous été touchés plus ou moins personnellement par les effets dévastateurs de la guerre, et ont compris la nécessité de lier les pays européens entre eux par des mécanismes d'intégration qui nuiraient quelque entreprise guerrière vis-à-vis d'un autre Etat. L'instauration de la Communauté Européenne du

¹ Special Eurobarometer 474, *European's perceptions of the Schengen area*, European Commission, published in December 2018 chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/<https://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/EuroBarometer-Schengen-Summary.pdf>

Charbon et de l'Acier (CECA) en 1952 reprend implicitement l'idée d'un effacement des frontières, car elle sous-entend déjà la nécessité de permettre aux productions de charbon et d'acier de passer d'un pays à l'autre plus facilement. Par la suite, l'approche fonctionnaliste fut privilégiée par les Pères fondateurs pour créer une communauté européenne, ce qui va permettre de faire du concept d'une « Europe sans Frontières », le défi premier de la construction européenne. La signature du Traité de Rome et l'instauration de la Communauté Économique Européenne (CEE) en 1957 sont les premières étapes de la mise en marche de l'effacement des frontières, en permettant une libre circulation des biens entre les Etats membres de la CEE. Enfin, l'avènement du Marché Unique en 1986 vient finaliser la transposition du concept en pratique, en permettant la libre circulation des personnes, des services et des capitaux. Ces libertés de circulation deviennent les “quatre libertés” suprêmes au sein de la CEE, et viennent abolir toutes les barrières physiques, politiques et fiscales qui pourraient faire obstacle au niveau des frontières. A ce moment-là, douze États européens signent l'Acte Unique et prennent part à ce projet.

Cependant, l'Acte Unique comprend ces quatre libertés en tant que facilités économiques. Or, il est apparu nécessaire de proclamer une libre circulation qui ne serait plus seulement économique mais permettrait aussi de voyager, d'étudier ou simplement d'aller se balader dans un autre Etat membre, sans subir le passage à la frontière. C'est l'Accord de Schengen, signé en 1985 entre la France, le Benelux et l'Allemagne de l'Ouest, qui instaure l'espace Schengen en tant qu'espace européen de voyages, où le franchissement des frontières intérieures se fait librement, sans contrôle ni passeport. Cela va permettre de développer les échanges Erasmus, qui débutent en 1987, mais aussi de passer ses vacances dans des pays voisins sans se soucier des papiers, des autorisations et des contrôles de douanes.

Enfin, le Traité de Lisbonne, en 2007, institutionnalise le système Schengen en l'inscrivant dans les textes européens. De ce fait, l'idée d'une « Europe sans Frontières » devient effective et opérationnelle. Il semblait improbable que cette Europe, libre de mouvements en son sein, fasse l'objet de menaces et de remises en question. Son institutionnalisation semblait la protéger et lui garantir une imprescriptibilité. Or, les crises successives ont mis à mal ce concept, ce qui conduit à se demander si finalement l'idée d'une “Europe sans frontière” n'est pas un mythe sans réel futur.

I. Approche méthodologique

Personnalités retenues

Dans le cadre de ce travail, nous avons mené des entretiens avec des personnalités aux profils éclectiques, ce qui nous a permis de récolter des points de vue très différents selon leur propres expériences. Voici leurs profils :

- **Nicola Nield**, franco-anglaise et professeure de littérature anglaise dans un lycée de Brest (Finistère).
- **Christophe Sohn**, français, enseignant-chercheur, résidant et travaillant au Luxembourg.
- **Macarena Quantin**, italo-argentine, cheffe d'orchestre d'opéra qui, durant plusieurs années, a étudié, travaillé et habité en France, Allemagne et Suisse.
- **Mireia Solé i Llorca**, espagnole, conseillère technique en politiques et affaires européennes, résidant et travaillant en Belgique.
- **Véronique Bertholle**, Adjointe à la mairie de Strasbourg, chargée en relations transfrontalières européennes et internationales

Nous souhaitons les remercier chaleureusement d'avoir contribué à notre travail, de nous avoir accordé un peu de leur temps et de leur confiance en nous partageant leurs points de vues sur le concept de "l'Europe sans Frontières". Leurs profils et leurs expériences diversifiées nous ont permis de collecter des informations et des données pertinentes pour appuyer nos propos et conduire ce travail.

II. Analyse croisée des entretiens

A. La notion de frontière au sein de l'UE

La notion de frontière au sein de l'UE est une vaste question. En effet, les frontières de l'UE sont mouvantes depuis sa création, ce qui entraîne un agrandissement ou un rétrécissement du territoire de l'UE, et donc cela impacte aussi les règles applicables à un endroit précis.

Tout d'abord, la frontiérisation du continent européen s'est toujours avérée être compliquée : fallait-il prendre en compte les délimitations géographiques, avec la Mer Méditerranée au sud, l'Océan Atlantique à l'Ouest, l'Arctique au Nord, l'Oural au niveau de la Russie et le détroit du Bosphore en Turquie ? Ou bien les héritages communs, les valeurs (judéo-chrétiennes) communes, les symboles communs ? Ce débat n'est toujours pas clos. Cependant, les frontières extérieures de l'UE sont logiquement celles qui délimitent les Etats membres et les autres. Du fait de ses élargissements successifs, l'Union Européenne a vu ses frontières extérieures se modifier, et s'étendre. Il a donc fallu renforcer les contrôles à l'extérieur pour garantir la viabilité du système Schengen mis en place à l'intérieur. En effet, en même temps que les contrôles à l'intérieur étaient allégés, les contrôles à l'extérieur se renforçaient considérablement.

L'espace Schengen et la libre-circulation en son sein, ont effacé virtuellement l'idée d'une frontière intérieure, ce qui a eu des effets concrets dans la pratique. Selon l'eurobaromètre de la Commission européenne, cet effacement virtuel a permis de faciliter les échanges commerciaux entre les Etats membres (43%), ainsi que les passages quotidiens à la frontière du fait de l'absence de contrôles des passeports (38% et 37%)². Par ailleurs, nombreux sont ceux qui aujourd'hui passent les frontières de l'espace Schengen régulièrement, ou de temps en temps, principalement pour des vacances (86%), des voyages d'affaires (10%) ou pour faire des courses (9%), voire pour étudier (4%)³. Il est alors possible de penser que

² Special Eurobarometer 474, *European's perceptions of the Schengen area*, European Commission, published in December 2018 chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/<https://www.europeanmigrationlaw.eu/documents/EuroBarometer-Schengen-Summary.pdf>

³ *Ibid.*

finalement les frontières intérieures à l'espace Schengen ne sont peut-être plus des frontières, et qu'elles n'existent même plus. C'est d'ailleurs ce constat que nous pensions observer lors de nos entretiens. Mais, en réalité, la plupart des personnes avec qui nous avons discuté estiment que ces frontières existent toujours, même au sein de l'espace Schengen.

Christophe Sohn estime en effet « *qu'il y a eu à un moment donné une sorte de confusion entre l'ouverture des frontières et leur disparition* ». Il dira : « *On a parfois entendu qu'on avait éliminé les frontières intérieures de l'espace Schengen alors que c'est pas vrai. On a ouvert les frontières et on a mis en place un espace de libre-circulation [...] mais ça ne signifie en rien que les frontières nationales aient été abolies, non non, elles sont toujours présentes* ». Selon lui, il existe toujours des signes de la présence de ces frontières, notamment des infrastructures douanières qui, même si elles ont pu être réaménagées, permettent de deviner que la frontière se trouve toujours à cet endroit-là. Il estime que la frontière nationale « *ça reste une limite très forte en termes de souveraineté territoriale* ».

Ayant vécu son enfance en Argentine, **Macarena Quantin** a découvert une notion très différente de la frontière quand elle est venue vivre en Europe. Le contraste entre les deux systèmes est pour elle flagrant : « *En Argentine j'habitais à Concordia, à la frontière avec l'Uruguay. Et c'était vraiment une "frontière" parce qu'on pouvait nager de l'autre côté de la rivière et on était en Uruguay. Mais si on voulait prendre la voiture et se rendre dans la ville voisine, on devait au moins perdre une heure à la frontière avec beaucoup de formulaires. Ils contrôlaient vraiment tout : la voiture, etc. C'était vraiment une frontière et ça n'existe pas ici [en Europe].* » En tant qu'étudiante et cheffe d'orchestre, elle a été amenée à vivre, étudier et travailler dans différents pays européens et a eu à franchir plusieurs fois par semaine des frontières internes de l'espace Schengen. Cette expérience l'a conduite à revoir sa définition de ce qu'est une frontière : « *Je crois que les frontières ce n'est pas juste une délimitation géographique, politique, que l'on a inventée, et que ça se ressent beaucoup. Pour moi c'est plus fort que juste les limites d'un Etat. C'est une limitation pour beaucoup d'autres choses. Linguistiquement en Europe c'est très fort. Quand on change de pays, on a une autre langue. Pour moi c'est spécial parce qu'en Argentine, en Amérique latine, ce n'est pas comme ça. Mais culturellement, si la langue est similaire entre l'Allemagne et l'Autriche, ou l'Allemagne et la Suisse, culturellement il y a d'autres règles, une autre façon de vivre. Je pense par exemple à la limite entre l'Autriche et l'Allemagne, au niveau de la Bavière, c'est presque la même*

langue, c'est la même monnaie et la même culture, mais il y a une autre façon d'être, par exemple une autre manière de faire des blagues, ce que je trouve impressionnant. »

Véronique Bertholle a grandi en Franche-Comté, à la frontière franco-suisse et nous explique comment franchir une frontière pouvait être désagréable : *« Avant l'espace Schengen, j'ai vécu toute une partie de mon enfance à la frontière avec la Suisse, en Franche-Comté suisse et par contre cette frontière continue d'exister entre la France et la Suisse. Et vraiment, ce ne sont pas des souvenirs très agréables. Quand il y a une frontière à franchir, quand il y a un contrôle, on a toujours une appréhension, c'est un peu anxieux, même si on a rien à se reprocher on se demande toujours, ce qu'il va se passer. Le fait que ce soit effacé, pour certains pays européens, c'est quand même je pense un progrès, quelque chose de positif. Il y a des espaces où les frontières sont encore fermées, notamment quand on quitte l'Union Européenne. »*. Aujourd'hui, elle vit à la frontière entre la France et l'Allemagne, nous lui avons donc demandé à quelle fréquence elle traverse une frontière européenne : *« Vu la position géographique de Strasbourg, avant j'aurais dit presque une fois par semaine pour aller faire des courses à Kehl. Maintenant je suis un peu plus occupée avec cette fonction [adjointe à la mairie], mais je dirais au moins une à deux fois par mois. Je continue d'aller faire des courses, manger au restaurant à Kehl parce que la gastronomie est différente. Juste pour me changer les idées aussi, changer d'ambiance, changer de pays. Et puis en tant qu'adjointe aux Relations Internationales, j'ai aussi beaucoup de déplacements que ce soit en Allemagne ou en Belgique notamment, Bruxelles, aussi le Luxembourg ou voir plus loin. Une bonne fois par mois, ce serait la moyenne. »*

Mireia Solé répond en identifiant comme frontières ressenties uniquement celles où un contrôle de documents est toujours en place. Notamment elle fait mention à la frontière avec l'Angleterre, qui est la seule qu'elle identifie comme frontière européenne quand on lui pose la question « À quelle fréquence vous arrive-t-il de passer une frontière européenne? ». Elle répond : *« Maintenant qu'il n'y a pas de frontières, en théorie, même s'il y a quelques contrôles mais pour moi il n'y a pas de frontières. Les voyages que je fais normalement il n'y a pas de frontières, je ne dois pas montrer mon passeport pour passer, seulement si je vais en Angleterre, sinon il n'y a pas (de contrôle) [...] je peux aller en Allemagne, il n'y a pas de problème je passe... Si on prend l'avion, il y a des contrôles comme partout dans les aéroports, mais ce sont des contrôles de sécurité, ce ne sont pas des contrôles de passeports, et si on voyage en train il n'y a rien. »*

Justement, **Nicola Nield** a pu comparer le fait de traverser la frontière franco-anglaise, et de traverser des frontières entre la France et d'autres États. Elle explique que, pour aller en Angleterre, il faut traverser la mer, dont on pourrait dire qu'elle fait office de « *sas de décompression* » entre la France et le Royaume-Uni. Au contraire, passer une frontière entre la France et l'Espagne ou le Luxembourg ne se ressent que dans le changement de panneaux routiers, ou le message de son opérateur téléphonique pour prévenir que l'on a traversé la frontière. Même si le Pont de l'Europe entre Strasbourg et Kehl pourrait aussi faire office de « *sas de décompression* » entre les deux États, il est certes bien plus rapide que la traversée de la Manche.

Concrètement, le discours récurrent des institutions d'il y a quelques années disant que les frontières au sein de l'espace Schengen avaient été effacées, et qu'on était parvenu sur le territoire européen à une « Europe sans frontières ». Or, pour les citoyens, la vision des choses est bien différente, et les frontières, mêmes intérieures, existent toujours bel et bien.

B. « L'Europe sans Frontières »: quels changements ?

Les quatre libertés de circulation permises par l'Acte Unique, puis l'Accord de Schengen, ont simplifié fortement la vie des Européens. En effet, les frontaliers notamment, ont pu traverser la frontière pour trouver du travail, faire leurs courses, aller se promener. Dans la vie de tous les jours, c'est une facilité qui a changé beaucoup de choses. Économiquement, cela a aussi un impact certain : l'abolition des contrôles aux frontières intérieures a favorisé grandement le tourisme et l'attractivité de certaines régions, au détriment d'autres.

Christophe Sohn est originaire d'Alsace, il raconte le passage de la frontière entre Strasbourg et Kehl au moment où l'espace Schengen n'existait pas encore : il y avait un « *passage de la frontière avec des douaniers, avec un contrôle, il fallait montrer ses papiers* ». Il explique que lorsque ses parents ramenaient en France un produit qu'ils auraient dû déclarer mais pour lequel ils ne voulaient pas payer de taxes, il fallait s'assurer qu'il était bien caché dans la voiture pour que les douaniers ne puissent pas le voir. Il estime que « *ça n'était pas un moment de tensions, mais on sentait quand même qu'il y avait un dispositif étatique en place, et on faisait quand même attention. [...] Il y avait un petit stress lié au passage de la frontière* ».

Cela restait un évènement, il y avait une petite excitation à aller dans un autre pays, même si proche, et que ce n'était pas quelque chose d'aussi régulier et normal qu'aujourd'hui.

Véronique Bertholle explique comment l'espace Schengen a été ressenti comme un soulagement et a apporté un grand sentiment de liberté : « *Je suis née en 1978, donc il y avait encore des frontières, dans mon enfance et mon adolescence. À partir de 1992/1993, le fait qu'il n'y ait plus de frontières, ça a été une respiration vraiment, un sentiment de "le monde est à moi et je peux aller partout", pour une partie de ce continent en tout cas, un grand de liberté.* » Elle explique quand même que l'ouverture des frontières n'a pas eu que des aspects positifs : « *Les frontières intérieures de l'Union Européenne en tout cas de l'espace Schengen sont gommées par contre le prix à payer, ça a été le renforcement des frontières extérieures et donc une Europe forteresse. C'est le revers de la médaille* ». En revanche, ces frontières ne sont pas complètement effacées. Elle met en avant le fait que même si ces frontières sont invisibles, le passage d'un pays à un autre se fait quand même ressentir : « *C'est normal que l'on ait des langues différentes, des architectures différentes, une gastronomie différente, ça ne va pas se gommer tout de suite. Même si la frontière est ouverte entre Strasbourg et Kehl, je ferme les yeux, j'arrive à Kehl, je sais que je ne suis plus à Strasbourg. Le passage est juste facilité mais les deux pays continuent de coexister.* ». Dans sa globalité, l'ouverture des frontières est quelque chose de très positif pour elle : « *Ça a eu un impact positif effectivement. La possibilité de voyager sans se poser de question. et encore plus dans la zone euro, il n'y a plus besoin de se poser la question de changer ses devises à chaque fois que l'on change de pays, ou de retirer à chaque fois que l'on change de pays, ça aussi ça a été un grand changement.* »

Macarena Quantin estime que l'ouverture des frontières permise par l'espace Schengen a créé de vraies opportunités : « *Par exemple, au niveau du travail, je n'aurais pas été capable de travailler en Allemagne ou d'étudier en France. Et en tant qu'italienne, j'ai tous les droits des allemands en tant qu'employée en Allemagne. En France je ne payais pas plus pour étudier et je ne notais presque pas de différence. Je crois que dans beaucoup de sens, il y a une notion d'Europe sans frontières déjà active.* »

Pour **Nicola Nield**, les Britanniques auraient dû rejoindre l'espace Schengen car cela aurait apporté une richesse importante au pays. Elle estime que l'espace Schengen représente pour elle le partage, la solidarité et la capacité de bouger et d'échanger librement entre les États.

De plus, elle ajoute que le Brexit a changé son statut d'anglaise en France, en lui enlevant le droit de bouger librement en Europe sans être contrôlée pour sa nationalité. C'est d'ailleurs pour cela principalement qu'elle a demandé la nationalité française en 2018, car elle lui assure cette liberté de circulation dans l'espace Schengen.

C. Frontières mentales

Ainsi, il est possible de mettre en avant des frontières qui existent toujours au sein de l'UE. En effet, par exemple, tous les membres de l'UE n'ont pas adhéré à l'Union Monétaire, il reste des États où l'euro n'est pas la monnaie utilisée. Cela peut avoir un impact au niveau des prix, et oblige à faire des conversions d'argent au passage des frontières, comme c'est le cas en Hongrie, en Pologne, ou anciennement avec le Royaume-Uni. C'est aussi le cas avec les États membres de Schengen qui ne sont pas membres de l'UE : par exemple, en Suisse, il faut normalement convertir ses euros en francs suisses quand vous avez passé la frontière. Cependant, des facilités sont mises en place : à Genève, il est possible de payer en euros, mais seulement avec des billets, pas avec des pièces. Il existe aussi toujours des barrières plus symboliques comme la barrière de la langue. En effet, même si l'anglais est devenu la langue de référence pour voyager, même au sein de l'UE -ironiquement-, il est toujours plus compliqué de se déplacer dans un État dont on ne comprend pas et dont on ne parle pas la langue. Les barrières mentales sont aussi parfois difficilement dépassables : les aprioris et les préjugés sur certains pays ne facilitent pas les échanges entre eux, même si leurs frontières sont virtuellement inexistantes. Il existe toujours pour certains une « Europe de nous », et une « Europe d'eux », certains États membres lointains n'étant pas considérés comme de « vrais européens ». C'est ce qui a pu se passer après la chute de l'URSS, et l'adhésion des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est.

Comme l'explique **Nicola Nield**, c'est aussi ce qui a pu pousser les anglais à ne pas participer à l'espace Schengen. L'esprit insulaire et les préjugés sur les autres peuples européens ont pu les réfréner. Elle nuance cependant en expliquant bien que les préjugés sont de mise des deux côtés : en France, les anglais ont tendance à être représentés avec un chapeau melon, ou comme des punks; et en Angleterre, les Français portent le béret et mangent de la baguette.

Macarena Quantin fait un constat similaire. La notion de frontière mentale qui coïnciderait avec la frontière interétatique reste à ses yeux très pertinente : « *Probablement que c'est comme ça du fait des frontières existantes avant l'ouverture de la zone Schengen. J'imagine que c'est les rivalités historiques. [Entre la France et l'Allemagne], je ne dirais pas que le problème c'est la langue parce qu'à Fribourg, par exemple, c'est obligatoire à l'école d'apprendre le Français. Par contre, tout le monde parle parfaitement l'anglais à la fin de l'école mais pas le français. A mon avis, c'est parce qu'il n'y a pas un intérêt appris de la valeur et de la possibilité de communiquer avec les Français. Et je crois que la personnalité typique, stéréotypée des Français et, [en sens inverse], la personnalité allemande, choquent un peu parfois. Il y a beaucoup de préjugés. Alors que c'est juste que les codes sociaux sont différents.* »

De l'avis de **Christophe Sohn**, « *les frontières sont bien présentes dans les têtes, même si elles le sont plus ou moins en fonction des individus, des événements [...] mais c'est aussi clairement quelque chose qui est de l'ordre d'une construction mentale* ». Les mentalités, notamment nationales, sont un moule important dans lequel sont forgées les idées qu'on se fait de ses voisins européens. Il tient à ajouter « *qu'à la fin du compte, on a un passeport avec une nationalité, on n'y échappe pas totalement* ».

Mireia Solé semble partager un avis similaire dans sa réponse concernant les frontières symboliques, en répondant affirmativement à la question « *Même en étant ouverte, la frontière continue-t-elle de marquer une séparation nette entre deux territoires ?* », et en faisant un lien entre les frontières et l'idée d'une appartenance identitaire avec un territoire: « *Oui, ça oui, parce-que tu as la sensation d'appartenir à un territoire même si tu peux bouger de l'un à l'autre. Tu ne dis pas je suis européenne, tu dis je suis française, espagnole. Ça veut dire que tu as la frontière mentale de ton territoire, c'est mon point de vue.* » Elle affirme aussi qu'elle considère la notion des frontières mentales comme pertinente, notamment pour les personnes plus âgées qui n'ont pas connu depuis toujours l'ouverture des frontières en Europe : « *Ça existe, ça c'est vrai que ça existe [les frontières mentales]. Ça existe surtout dans les générations plus âgées, même si je suis déjà plus âgée, mais... comme j'ai vécu pas mal de temps ici en Belgique pour moi ça n'existe pas et... ça existe pour les gens qui ont moins de formation. Je suis désolée de le dire mais les gens qui habitent dans certains lieux, ils ont l'impression encore d'avoir des frontières entre les pays.* »

Véronique Bertholle pense également que les frontières mentales jouent un rôle important dans les représentations de chacun, c'est également une notion présente au sein même d'une ville : « *Les frontières mentales ce n'est pas juste entre les pays, on le voit nous [la mairie de Strasbourg] au sein même d'une ville. Il y a des frontières quand on passe d'un quartier à l'autre. C'est vraiment une frontière mentale, parce que pour nous, il n'y a pas de frontière administrative ou quoi que ce soit, mais on sait qu'on passe d'un quartier à l'autre. Même à l'intérieur d'un quartier d'une rue à l'autre, ce n'est pas tout à fait la même ambiance, et là on est typiquement dans des représentations mentales. [...] Je pense que ces frontières mentales restent plus longtemps dans l'esprit des habitants et des personnes, même si la frontière est effacée. Je pense que c'est plus difficile à effacer ces frontières, notamment entre les quartiers ou entre les rues. Entre les pays, c'est bien aussi qu'on est chacun nos différents.* »

De plus, l'idée d'une « Europe sans Frontières » s'accompagnerait de la nécessité de développer une communauté européenne, capable de rassembler les personnes autour de valeurs, de symboles, d'héritages communs. Cette communauté européenne définirait une identité européenne qui, au-delà des frontières, faciliterait le vivre ensemble et le partage. Elle serait le résultat de l'identification de tous les citoyens européens à un même groupe, qui serait lié par un modèle culturel commun et une identité commune. Dès lors que nous nous reconnaissons comme semblables et que nous identifions les autres comme différents, l'identité européenne existe. Or, l'identité et la communauté européennes sont des concepts fortement clivants. Même si la plupart des européens se rejoignent sur les valeurs portées par l'UE, les cultures et les héritages au sein de l'Europe peuvent fortement changer d'un État à un autre. Il semble quelque peu irréaliste de vouloir mettre en avant une seule identité européenne. Celle-ci serait plutôt le rassemblement d'une multitude de cultures et d'identités, qu'elles soient nationales ou régionales, et qui viendraient se rencontrer sur la scène européenne. Les richesses apportées au projet européen par chacune de ces cultures sont immenses et non négligeables. « L'Europe sans Frontières » doit se définir par la volonté de faire cohabiter ensemble et dans la paix des peuples qui sont différents dans leur essence, leur Histoire, leur culture, mais qui ont à cœur de partager et d'apprendre des autres. L'idée d'un « maillage » de communautés est intéressante car elle illustre très bien l'idée d'être interconnecté avec les autres peuples européens, d'être lié ensemble par des héritages, des valeurs, des intérêts en commun. La communauté européenne serait donc représentée symboliquement par ce maillage de peuples et de citoyens qui partagent une vision commune du projet européen, et qui agissent pour sa réalisation la plus effective possible. Ce maillage serait grandement facilité par l'espace de

libre-circulation car cela permettrait aux populations de communiquer, de se rencontrer et d'échanger plus facilement.

Pourtant, cette théorie ne semble pas toujours coïncider avec la réalité du terrain, où les cultures ne se mélangent pas forcément. C'est en tout cas ce qu'a remarqué **Macarena Quantin** à la frontière au niveau de Strasbourg et Kehl, elle qui a exercé des activités de part et d'autre pendant un temps : *« L'ouverture des frontières n'a pas du tout permis de rapprocher les habitants des deux pays. C'est impressionnant à Kehl que personne ne soit capable de parler français. Les Français ne font qu'aller acheter des trucs et rentrent chez eux. Il n'y a pas d'échanges du tout et, pour moi, en tant que musicienne, c'était impressionnant, parce qu'on était très proches géographiquement mais qu'il n'y a pas du tout d'échange musical des orchestres. Ceux qui travaillent côté français restent côté français et pareil côté allemand. Je suis la seule personne que je connaisse qui avait des activités des deux côtés. Alors que, pourtant, tout fonctionne d'une façon similaire, donc on peut vraiment étudier d'un côté et bosser de l'autre avec les diplômes français en Allemagne. »*

Contrairement à cet avis, **Véronique Bertholle** estime que l'ouverture des frontières a permis aux habitants de cohabiter ensemble et de permettre un partage de culture à la portée de tous : *« Ça facilite en tout cas la rencontre, ça la rend possible et faisable. Il n'y a pas de contrainte de temps sur une journée, on sait qu'on ne va pas être arrêté à la frontière ou qu'il n'y aura pas de contrôle poussé d'un véhicule. Je pense que ça facilite notamment des relations touristiques, culturelles, aller voir une exposition dans un musée de l'autre côté de la frontière, aller découvrir une autre ville... Dans les deux sens, essayer d'autres restaurants, de la gastronomie, aller faire du shopping... ». D'autant plus que les deux villes de Strasbourg et de Kehl sont reliées par un tramway : « Là ce n'est pas juste l'ouverture de la frontière, c'est qu'on a un transport public en commun et c'est quand même assez inédit. ».*

Christophe Sohn souligne que l'espace Schengen et l'ouverture des frontières a entraîné le renforcement d'un « nous » contre un « eux ». Parfois, le fait de ne pas se sentir proches des personnes qui nous entourent, et qui peuvent arriver librement sur notre territoire, contribue à augmenter la fracture entre les personnes qui nous semblent similaires, et les autres. Par ailleurs, les discours populistes et ultra-nationalistes de certains politiques européens renforcent ce « nous » versus « eux », ce qui laisse place à la méfiance et aux préjugés et amalgames. Il rappelle que ces discours montrent que beaucoup d'Européens n'adhèrent pas

forcément à l'idée d'une « Europe sans Frontières » car ils se sentent menacés directement ou symboliquement (au niveau professionnel, au niveau de leurs valeurs...). Cependant, il tient à nuancer en disant que certains projets européens comme le programme Erasmus a permis tout de même de rapprocher des jeunes à travers toute l'Europe, même si cela dépend encore fortement des classes sociales, tous les jeunes ne sont pas concernés malheureusement par cette chance d'échange européen.

Mireia Solé fait référence à la possibilité de maintenir des amitiés partout en Europe grâce à l'ouverture des frontières après Schengen. Notamment, grâce à la facilité que rencontrent les citoyens européens pour se déplacer sur le territoire de l'UE, sans que l'existence des frontières entre les États membres ne leur cause un problème. « [...] *c'est plus facile de se déplacer et de connaître des lieux, tu as des amis par exemple à Lille tu peux y passer la journée tranquillement. De Bruxelles à Lille t'y es en une demi heure, ou tu es à une heure et quelques d'Amsterdam, tu as des amis là et... tu te rapproches des gens et tu peux connaître des gens en voyageant sans ce type de problèmes.* » Elle dira aussi que, ayant connu la période où les frontières internes de l'Europe étaient encore fermées, pour elle leur ouverture représente avant tout « *la facilité* » au moment de se déplacer. Ainsi, elle souligne que les exploits de Schengen pour le rapprochement des populations vont au-delà de l'Union Européenne même, puisque des pays qui ne sont pas membres de l'UE y sont aussi inclus, facilitant un rapprochement au-delà de l'UE. « *On est arrivés à l'Europe sans frontières avec Schengen, en plus ça te permet aussi d'aller un peu plus dans l'espace de l'Union Européenne parce-que tu as d'autres pays qui ne font pas partie de l'Union Européenne mais qui sont dans l'espace Schengen, ce qui facilite ta liberté de mouvement, d'y aller.* »

D. « L'Europe sans Frontières »: un mythe ?

L'ouverture des frontières intérieures à l'espace Schengen a pu rencontrer des obstacles et des résistances, qui ont été parfois surmontées, parfois insurmontables.

Dans les premières années, les questions de mobilité intérieure ont pu effrayer certains citoyens de l'Union. Se sont alors développés des discours de rejet, avec de nombreux préjugés, sur les populations se déplaçant pour trouver un travail et de meilleures conditions de vie. Certains ont stigmatisé les populations d'Europe orientale et de l'Est en les qualifiant de main-d'œuvre sous-qualifiée, mais aussi en les accusant de voler du travail aux nationaux. C'est le

cas par exemple du cliché du plombier polonais. Ces clichés n'ont pas disparu, et se sont même exacerbés depuis une décennie. Cela a divisé l'Europe, et recréé des frontières mentales fortes, qui semblent difficilement dépassables encore aujourd'hui, au vu des discours parfois violents de certains. En effet, l'euroscepticisme et le populisme sont de plus en plus prégnants dans les discours de certains chefs d'États et de gouvernements d'États membres, qui accusent le projet d'une "Europe sans frontières" d'être responsable de beaucoup de leurs maux. Le Figaro titrait en 2014, à la suite des élections européennes, le « triomphe des eurosceptiques »⁴, suite à l'attribution de quarante-huit sièges au Parlement au Groupe « Europe de la liberté et de la démocratie directe », ouvertement eurosceptique.

Aussi, les attaques terroristes et la crise migratoire de 2015 ont largement contribué au délitement du projet « Europe sans Frontières ». Il n'est pas rare d'entendre parler depuis de « crise de l'espace Schengen ». La peur de connaître de nouveaux attentats sur les territoires nationaux et l'afflux massif de demandeurs d'asile suite au déclenchement de la guerre en Syrie ont impacté sérieusement la solidarité et la confiance mises en place dans le cadre de l'Accord de Schengen. Après les attentats de Paris en novembre 2015, certains États membres ont réintroduit des contrôles à leurs frontières nationales, contrôles qui, selon le Code des frontières Schengen, sont censés être provisoires. Cependant, certains États, comme la France, en font usage continuellement, sous prétexte d'une menace terroriste importante pour la sécurité nationale. Lors de la crise migratoire, les frontières extérieures de l'UE se sont avérées poreuses du fait du nombre exorbitant de personnes fuyant la guerre. Les structures d'accueil et administratives des États membres en première ligne, comme la Grèce ou l'Italie, ont été submergées et n'ont pas pu gérer. Cela a créé des flux secondaires, et des pays comme l'Allemagne, l'Autriche ou la Suède, ont vu arriver sur leur territoire un certain nombre de personnes sans papiers d'identité qui ont « profité » de l'ouverture des frontières intérieures pour se déplacer au sein de l'UE. Craignant d'être à leur tour submergés, certains États membres ont pu aller jusqu'à la construction de murs de barbelés, ou de barricades pour fermer leurs frontières et ainsi empêcher les flux de migrants d'entrer sur leur territoire (la Hongrie notamment). Dans ces cas-là, il est clair que l'idée d'une « Europe sans Frontières » est lointaine dans les esprits : on remarque que lorsque les structures nationales sont en danger, ou menacent de s'écrouler, les responsables politiques prennent la décision de privilégier la Nation

⁴ Thomas, Chloé. « « L'Europe contre les peuples » : euroscepticisme et populisme dans le discours des partis politiques », *Les Cahiers du Cevipol*, vol. 2, no. 2, 2017, pp. 3-30.

plutôt que l'Europe. Cependant, il ne faut pas croire que les frontières ont été complètement fermées : les États ont « seulement » réintroduit des contrôles, plus ou moins renforcés, aux frontières intérieures. Il y a pu avoir des abus commis, mais les ressortissants de l'espace Schengen ont été moins impactés que les ressortissants de pays tiers, notamment ceux demandant l'asile ou fuyant la guerre.

Nicola Nield explique aussi que la crise migratoire a eu un impact important sur les contrôles réalisés entre l'espace Schengen et le Royaume-Uni. En effet, il y a eu beaucoup plus de contrôles d'identités, mais surtout des véhicules (coffres des voitures, sous les camions), pour trouver des migrants illégaux souhaitant gagner le territoire britannique.

Enfin, la crise du COVID-19 a aussi relancé les débats sur le mythe de « L'Europe sans Frontières ». Lorsque la pandémie se déclare, nombre d'États membres, sans concertation préalable ni notification aux institutions, réintroduisent des contrôles stricts aux frontières. Cette fois-ci, ces contrôles ne concernent pas seulement les ressortissants d'États tiers, mais toutes les personnes voulant passer la frontière, toutes nationalités confondues. Cela a créé une sensation de retour en arrière, et a compliqué beaucoup de choses, notamment pour les travailleurs transfrontaliers. Les ressortissants européens ont été traités de la même manière que les autres ressortissants, c'est-à-dire comme des étrangers. Cela montre bien la faiblesse de l'espace Schengen actuellement. Dès qu'une menace pèse sur la sécurité nationale, quelle qu'elle soit, les États privilégient leurs intérêts nationaux au détriment des accords de libre circulation signés il y a pourtant plus de vingt ans.

Véronique Bertholle nous a expliqué comment le Covid avait impacté très concrètement le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg : *« Concernant le tram, il s'arrêtait, il fallait descendre, les Français descendaient en France et les Allemands pouvaient continuer. C'était tout un truc, ce n'était vraiment pas très agréable. Les Français frontaliers qui travaillaient à Kehl pouvaient encore aller travailler mais ne pouvaient pas aller faire leurs courses. On est revenu vraiment loin en arrière. Ça met du temps, y compris des préjugés sont revenus, tout une période que l'on pensait dernière nous, ça a été réactivé en très peu de temps. »*.

Christophe Sohn explique qu'en effet, la crise du COVID a montré les limites de l'espace Schengen et des frontières ouvertes. Il estime que les frontières n'ont jamais été aussi

visibles ces dernières années que lors de la crise sanitaire. Le fait que les États aient réintroduit unilatéralement des contrôles à leurs frontières nationales montrent les limites de la coopération européenne et de l'autorité des institutions européennes.

Macarena Quantin, elle, n'a pas trop souffert de la fermeture des frontières en période de Covid. Grâce à son statut d'étudiante musicienne transfrontalière (elle vivait à Fribourg et venait étudier au conservatoire de Strasbourg pendant le confinement), elle n'a jamais été empêchée de changer de pays et a pu poursuivre ses activités comme avant : *« J'ai eu une plutôt bonne expérience parce que même s'il y avait des confinements des deux côtés, avec mon état de transfrontalière, je pouvais traverser la frontière pour aller au conservatoire, même si c'était seulement pour prendre un livre. On avait un statut spécial au conservatoire, donc on avait un document pour pouvoir sortir. Le conservatoire était toujours ouvert parce que les musiciens ne peuvent pas jouer à la maison et donc c'était très cool. Par contre, c'était compliqué de voyager parce qu'il n'y avait pas d'autocar entre Fribourg et Strasbourg. J'ai aussi beaucoup d'amis qui habitent en Allemagne et travaillent en Suisse et pour eux c'était aussi comme ça. Du côté allemand j'avais toujours des contrôles, ça prenait 15 minutes de traverser la frontière, mais du côté français il n'y avait rien. »*

Mireia Solé considère qu'initialement la crise du COVID a mis une fin à « l'Europe sans frontières ». Elle estime que même si la Commission Européenne a tout fait pour éviter une fermeture des frontières, les États membres ont chacun pris cette décision unilatéralement, en imposant des contrôles de pass sanitaires ayant un effet limiteur équivalent à celui des contrôles de passeports qui étaient en place avant Schengen: *« Parce-que c'était pas le contrôle des cartes d'identité ou le contrôle de passeport, c'est le contrôle de certificats de vaccination, et même avec les efforts qu'a essayé de faire la Commission Européenne, l'Union Européenne, pour éviter la clôture des frontières entre les États membres, les États membres se sont fermés, et afin de ne pas... soit disant, favoriser l'expansion de la pandémie. Mais... c'est vrai que c'était un contrôle, pas un contrôle de passeports mais un contrôle de certificats de vaccination, ou des tests PCR, et c'était une fermeture des frontières européennes. »*

Pour **Véronique Bertholle**, rien n'est vraiment acquis, la crise du Covid démontre bien comment il est simple de revenir en arrière et d'effacer toute les avancées que l'on a fait jusqu'à aujourd'hui : *« "L'Europe sans Frontières" avait déjà reculée, en tout cas pour la France, après les attentats de 2015. Il y avait de nouveau les contrôles aux frontières qui avaient été*

rétablis. Mais, ça s'est encore amplifié avec le Covid. Le Covid, pour Strasbourg et Kehl et le bassin de vie que l'on a en commun, ça a été un vrai traumatisme de se dire que ce n'est pas acquis et que ça peut être remis en question du jour au lendemain. La frontière a été fermée, décidée par Paris et Berlin, en 24h. Nous, ce territoire-là, on a pas été du tout consultés, on a été mis devant le fait accompli et ça été un choc des deux côtés, que malgré tout ce que l'on a démontré, que l'on arrive à vivre ensemble, qu'on ai un tram en commun, cela peut être remis en question du jour au lendemain, donc ce n'est jamais acquis ».

De ce fait, il a été clair que l'espace de libre-circulation est une réalisation fragile, qui, depuis quelques années, fait face à de nombreux obstacles et critiques, ce qui pose des questions sur le futur du concept "d'Europe sans frontières".

E. Le futur de « Europe sans Frontières »

Face à tous ces enjeux et obstacles, l'avenir de la libre circulation en Europe semble difficile. L'Accord de Schengen et ses règles ont été compromis plus d'une fois ces dernières années comme nous l'avons vu, soit pour des raisons idéologiques, soit pour des raisons pratiques. De ce fait, il est nécessaire aujourd'hui de repenser cette idée d'une "Europe sans frontières" à la lumière de l'époque dans laquelle nous nous trouvons.

Des travaux ont pu montrer qu'il fallait voir le concept d' "Europe sans frontières" non plus comme la volonté absolue d'abolir les frontières intérieures à l'UE pour créer un territoire européen unique, mais plutôt de concevoir la frontière d'une manière différente⁵. En effet, il faudrait prendre en compte les avantages parfois de rétablir des contrôles aux frontières, et prévoir des mesures en cas de situations exceptionnelles, situations qui sont amenées à se multiplier dans le futur. Des pandémies et des crises migratoires vont à nouveau avoir lieu dans les années à venir, et il faut qu'elles soient prévues par les structures européennes.

Aussi, il est nécessaire de comprendre que "l'Europe sans frontières" d'aujourd'hui n'est plus la même que celles des années 1950, ni celle des années 1980-90. En effet, les nouvelles technologies et l'internet ignorent les frontières, et permettent aujourd'hui de créer

⁵ Birte Wassenberg, The Schengen Crisis and the End of the Myth of "Europe Without Borders", *Borders in Globalization Review*, Volume 1, Issue 2, Spring/Summer 2020, p. 30 à 39
<https://doi.org/10.18357/bigr12202019599>

des liens par-delà les frontières. Il ne faut plus entrevoir les frontières comme une construction négative et donc à abolir, mais prendre en compte le fait que la présence de frontières physiques, voire de contrôles aux frontières, peuvent rassurer certains Etats qui se sentiraient menacés, et permettre ainsi parfois une meilleure collaboration, car moins de méfiance envers l'autre.

Pour **Christophe Sohn**, l'espace Schengen est quelque chose d'unique et de fantastique en soit car il n'existe nulle part dans le monde un tel espace de libre circulation, avec un tel impact et un tel degré de complexité. Il rappelle par ailleurs que cet espace est envié par de nombreux pays sur la planète. Cependant, il estime que « *c'est un idéal politique, un slogan aussi, c'est une réalité mais qui n'est que partiellement réalisée* », très inachevée et imparfaite, et surtout fragile du fait de personnalités et de courants de pensée souhaitant revenir en arrière. Il considère que des améliorations sont à apporter, notamment concernant les contrôles aux frontières qui ont été réintroduits depuis quelques années par des Etats qui n'hésitent pas à en abuser. Pour lui, le Code des frontières Schengen est lacunaire à ce sujet et devrait comporter plus de sanctions, de coopération et de concertation en la matière. Il faudrait cimenter davantage l'acquis de la libre circulation et protéger davantage les populations et les activités transfrontalières, en première ligne en cas de crise aux frontières. Aussi, il estime qu'aujourd'hui, la logique d'une "Europe sans frontières" se combine avec la logique d'une "Europe forteresse" : il montre que « *cet espace sans frontières à l'intérieur de l'Europe s'accompagne d'un durcissement de la frontière autour* », et que c'est un problème. Il faudrait mettre en place une approche plus respectueuse des droits humains, du droit à la migration et du droit au refuge pour les personnes qui fuient leur pays et risquent leur vie pour entrer sur le territoire européen. Il finit par dire que « *le projet euro ne peut pas se faire avec un coût humain à nos frontières* ».

Véronique Bertholle ne considère pas « l'Europe sans Frontières » comme un mythe mais plutôt comme un projet politique inachevé, mais réalisable : « *L'Europe sans Frontières c'est en grande partie l'espace Schengen. Pour l'instant cette Europe, telle qu'elle est dans l'espace Schengen, est plus un espace qu'un corps. Une Europe totalement sans frontières, ce serait plus un corps qu'un espace. Il y a encore des difficultés administratives et bureaucratiques si on veut changer de pays, s'établir dans un autre pays, voter, enfin tout ça, on y est pas encore même si les frontières sont effacées même si la solidarité s'exprime de plus en plus entre des pays européens, on l'a vu avec les incendies en Suède qui ont reçu des aides,*

ou les inondations en Belgique et en Allemagne qui ont reçu énormément d'aides, de protection civiles d'autre pays. On y est pas encore en fait, à habiter tous et toutes un même territoire et vraiment avoir ce sentiment d'appartenance. Il faut encore aller un peu plus loin que l'espace Schengen. Ce n'est pas de l'ordre du mythe, c'est tout à fait réalisable mais ça passe par une harmonisation d'autres politiques. ». En revanche, elle aimerait voir une Europe sans Frontière de son vivant et estime que c'est un projet inspirant : « En tout cas ça inspire d'autres régions du monde, c'est sûr. L'Indonésie, l'Asie, L'Amérique latine avec le Mercosur, regardent beaucoup comment on essaie de s'organiser ici, dans cette partie du monde. ».

Macarena Quantin juge aussi que « l'Europe sans frontières » est incomplète : « *Je crois que c'est un processus et qu'il faut encore attendre beaucoup d'années et croiser les doigts pour que ça marche à long terme. Ça n'est pas encore totalement développé aussi parce que ça ne profite pas à toutes les catégories de population. Je crois que c'est plus facile de changer de pays où habiter et travailler pour les gens de classe plus haute, par exemple pour les universitaires ou ceux qui gagnent beaucoup d'argent. »*

Mais, les avis sont partagés : **Mireia Solé** considère que l'espace Schengen a permis d'avoir une « Europe sans frontières » et de démontrer que cela n'est pas un mythe, mais un projet réalisable. Elle pointe tout de même le fait que cela n'a pas toujours été le cas depuis l'introduction de Schengen, ce qui nous rappelle la nature fluctuante que peuvent avoir les frontières et les politiques qui les régissent. Quand on lui demande si elle considère que la guerre en Ukraine pourrait avoir des conséquences sur les frontières internes de l'UE comparables à celles de la crise du COVID elle répond : « *Dans ce sens-là je ne crois pas. Ce qu'il y aura c'est dans la partie Est de l'Europe un plus grand contrôle des frontières. C'est ça que demandent certains pays, on va pas vers une fermeture des frontières européennes. »*

Véronique Bertholle estime aussi que l'espace Schengen a bien réagi face au déclenchement de la guerre en Ukraine, et qu'il a été un instrument important pour soutenir les Ukrainiens fuyant les champs de bataille. Le fait d'avoir des frontières ouvertes a permis de mieux communiquer et de se coordonner dans leur accueil : « *[...] Pour la guerre, c'est justement le fait que la frontière soit ouverte, et une fois que la protection temporaire pour les Ukrainiens a été activée par le Conseil Européen, on s'est dit, nous [Strasbourg], on est à la frontière avec l'Allemagne : l'Allemagne a mis des trains gratuits à disposition des réfugiés et des personnes déplacées, donc ça veut dire pour nous qu'ils vont arriver et très vite.*

Effectivement au bout de même pas 4/5 jours, nous avons les premiers réfugiés/personnes déplacées. L'État français nous disait qu'il n'y aurait pas d'afflux massif à prévoir. Nous voyons très bien tout ce qu'il se passait en Allemagne et nous savions qu'une partie allait passer par chez nous. Donc nous avons rapidement mis en place un centre de pré-accueil où les réfugiés pouvaient arriver et avoir automatiquement les droits à la sécurité sociale, un hébergement, un premier diagnostic médical post traumatique puis les premiers soins, croix rouge etc. C'est parce que nous étions à côté de l'Allemagne et que la frontière était ouverte que nous avons pu être plus réactifs que d'autres territoires qui ont dû gérer plus passivement l'arrivée des réfugiés ». Pourtant, elle explique comment la guerre en Ukraine et le traitement accordé aux réfugiés est une exception. Le reste du temps, trouver refuge en Europe reste très compliqué : « Les réfugiés ukrainiens, c'était une exception mais pour la plupart des réfugiés, c'est le parcours du combattant pour arriver et trouver asile chez nous, je ne parle même pas des migrants, juste des réfugiés, demandeurs d'asile, c'est compliqué. La frontière, peut-être actuellement la plus dangereuse à franchir, c'est la mer méditerranée qui est devenue un vrai cimetière. Et là oui, c'est parce qu'on a voulu un territoire, sûr pour nous entre nous, qu'on a renforcé énormément ces frontières avec les autres pays. »

Conclusion

« L'Europe sans Frontières » semble donc avoir dépassé le simple statut de « mythe » mais reste bien loin d'être un projet abouti. Là où certains pourraient arguer que le concept d'Europe Forteresse semble être la notion la plus appropriée pour parler de la position de l'Europe aujourd'hui, « l'Europe sans Frontières » reste un concept prometteur. Les différents entretiens réalisés nous ont permis de récolter des témoignages divers et variés sur ce concept vaste, aux nombreux débats.

Les récents événements mettent en lumière les limites fragiles de cette « Europe sans Frontières ». Que ce soit à travers la crise du COVID, la crise des migrants ou encore l'invasion de l'Ukraine, l'espoir d'une « Europe sans Frontières » semble se dissimuler à travers des barrières, qu'elles soient réelles ou mentales. Il ne faut pas oublier que « Europe sans Frontières » ne désigne pas seulement l'espace Schengen, en effet, ses limites intérieures ne sont pas éliminées. C'est un espace de libre circulation qui a été mis en place, c'est donc seulement une étape de plus vers une « Europe sans Frontières ». Ici, la souveraineté d'un État

est maintenue. L'ouverture des frontières a marqué un nouveau chapitre pour l'histoire de l'Europe, dont chaque citoyen estime être un point positif pour le Vieux Continent. Les passages aux frontières sont facilités, le voyage est donc encouragé et accessible à tout le monde. Les limites étatiques ne sont donc que des lignes invisibles dont seuls des panneaux, ou un message sur le téléphone peuvent indiquer votre entrée dans un nouveau pays.

Malgré tous ces efforts pour unir un seul et même peuple sur un seul territoire, les frontières mentales persistent et semblent être exacerbées par les événements récents. Recrudescence des préjugés, renfermement sur soi-même, méfiance de l'autre... Tout semble nous indiquer que le concept d'une « Europe sans Frontières » reste très fragile et instable comme nous l'a démontré la crise du COVID, où nous sommes revenus plusieurs décennies en arrière en très peu de temps. Si l'on peut penser que les barrières linguistiques constituent le principal obstacle pour atteindre une Europe sans frontières, les différents pays de l'Union Européenne restent séparés par une barrière historique, nettement tracée dans l'imaginaire collectif. La construction mentale des mentalités nationales constitue des frontières symboliques nettes entre deux territoires. L'appartenance identitaire primera toujours sur une appartenance collective européenne, mais l'existence de différentes nationalités est aussi le reflet du riche passé de l'Europe et le maillage de chaque peuple. L'Europe sans Frontières, c'est donc aussi une Europe unie autour de valeurs, de symboles et d'héritages communs, une identité européenne au-delà de ses frontières. Ce sera le résultat de l'identification de tous les citoyens européens à un même groupe et une identité commune. L'« Europe sans Frontières » n'a pas pour finalité de supprimer toutes frontières intérieures à l'Union Européenne mais d'adapter notre conception de la frontière afin d'en faire un espace adapté aux défis de demain.